****

Direction des achats, de l’hôtellerie, de la logistique

et de l’ingénierie biomédicale

**COMMUNICATION**

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ROUEN NORMANDIE**

**1 Rue de Germont**

**76 000 ROUEN**

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

**Refonte Graphique du Magazine Ensemble et déclinaison de chaque édition (hors impression)**

**ACTE D’ENGAGEMENT**

**Personne habilitée à donner les renseignements aux bénéficiaires de nantissements ou cessions de créance : La Directrice Générale du CHU Rouen Normandie**

**Ordonnateur de la dépense : La Directrice Générale du CHU Rouen Normandie**

**Références du comptable assignataire de la dépense : Le comptable public du CHU Rouen Normandie**

**Marché public n°………………………………………………………………………………………………………………………………………………**

**Date de notification du marché public,**

**indiquée sur l’avis de réception : ………………………………………………..…………………………………………………………………..**

**(Partie réservée au pouvoir adjudicateur)**

# 

# PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l’ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l’hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d’achat :

* La décarbonation,
* La performance sociale,
* L’innovation,
* L’accès des PME à la commande publique,
* La performance économique et technique.

S’agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s’est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s’engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d’entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s’engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l’éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s’engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l’encontre de ce principe.

A cet effet, le CHU de Rouen s’est doté d’une charte de déontologie qui s’impose à tout agent public participant à un achat au sein du GHT Rouen Cœur de Seine. Elle engage chacun des acteurs internes de l’établissement concerné par le projet achat et vise à garantir autant pour les fournisseurs et leurs sous-traitants que pour les professionnels des établissements hospitaliers un processus achat éthique, loyal et transparent). Cette charte est disponible sur le site internet du GHT Rouen Cœur de Seine, dont le CHU de Rouen est l’établissement support, via le lien suivant : https://www.ght-coeurdeseine.fr/wp-content/uploads/sites/76/2024/11/Charte-de-deontologie-achat-GHT-juin-2024.pdf

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 5.1.

# ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES

**Le pouvoir adjudicateur contractant,**

**LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE ROUEN,**

dont le siège est sis 1 Rue de Germont - 76031 Rouen Cedex,

Représenté par sa Directrice Générale, Madame DECOOPMAN,

Ou par son représentant le Directeur Général Adjoint, Monsieur BENNIS,

ci-après dénommé « le CHU de Rouen »,

**et, le(s) (co)contractant (s) suivant(s) :**

**le cocontractant n°1 :**

**(Rubrique à compléter par le soumissionnaire seul ou le mandataire du groupement)**

|  |
| --- |
| * Agissant uniquement pour le compte de l’entreprise ou de l’entité citée ci-dessous,   OU   * Agissant en tant que mandataire du groupement, pour l’ensemble des entrepreneurs   groupés mentionnés dans la lettre de candidature (DC1) datée du  Nombre total de membres dans le groupement, y compris le mandataire : |

Agissant pour le nom et pour le compte de la société…………………………………………………………………………………………….

en qualité de……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Société :…………………..…………………………………….. au capital de …………………………………………………………………………………

Ayant son siège social……………………………………………………………………………………………………………………………………………..

Téléphone :…………………………………Télécopie :………………………….courriel :……………………………………………………………….

Immatriculé le…………………………………. à l'INSEE……………………………………………………………………………………………………….

N° d'identité d'établissement (SIRET):……………………………………………………………………………………………………………………..

Code d'activité économique principale (APE)………………………………………………………………………………………………………….

N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés : ……………………………………………………………………………………

**et, le cocontractant n°2 :**

**(Rubrique à compléter par le cotraitant membre du groupement, le cas échéant)**

Agissant pour le nom et pour le compte de la société…………………………………………………………………………………………….

en qualité de……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Société :…………………..…………………………………….. au capital de …………………………………………………………………………………

Ayant son siège social……………………………………………………………………………………………………………………………………………..

Téléphone :…………………………………Télécopie :………………………….courriel :……………………………………………………………….

Immatriculé le…………………………………. à l'INSEE……………………………………………………………………………………………………….

N° d'identité d'établissement (SIRET):……………………………………………………………………………………………………………………..

Code d'activité économique principale (APE)………………………………………………………………………………………………………….

N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés : ……………………………………………………………………………………

(**Case à cocher)**

Une feuille est insérée pour inclure un (ou plusieurs) cotraitant(s) supplémentaire(s) 0 oui 0 non

ci-après dénommé "**le Titulaire**".

**Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public énumérées à l’article 5 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), le titulaire :**

- **affirme**, sous peine de résiliation de plein droit du marché public ou de sa mise en régie, à ses torts exclusifs et frais et risques ou aux torts exclusifs et frais et risques de la société ou du groupement pour laquelle il intervient, qu’il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la Commande Publique ;

- **déclare** être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l’emploi des travailleurs handicapés ;

- **atteste** ne pas avoir fait l’objet, depuis moins de cinq ans, d’une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l’Union Européenne ;

- **atteste** avoir, au 31 décembre de l’année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l’obligation de négociation prévue à l’article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

- **s'engage(nt) sans réserve** ou **engage sans réserve le groupement** dont il est mandataire *(rayer les mentions inutiles)*, à exécuter les prestations faisant l’objet du marché public conformément aux stipulations des pièces ci-après.

L’offre ainsi présentée ne lie le titulaire ou ne lie le groupement toutefois que si son acceptation lui est notifiée dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres définitives.

**ARTICLE 2 - OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES**

**2.1 - Objet du marché public**

Le présent marché a pour objet la **refonte complète du magazine interne du CHU de Rouen, incluant la création d’une nouvelle maquette graphique, la réalisation graphique de chaque numéro et l’accompagnement éditorial**.

**2.2 - Type de marché public**

**La présente consultation est un marché public de service et plus précisément de prestations intellectuelles**.

**2.3 - Code nomenclature CPV**

Les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés publics européens (CPV) sont :

|  |
| --- |
| Classification principale |
| **79822500 – Services de conception graphique** |

**2.4 - Procédure de passation**

La présente consultation est passée selon la **procédure de l’appel d'offres ouvert**, en application des articles R2124-1 à 2 et R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

**2.5 - Allotissement**

Il s’agit d’un **marché public unique**.

En effet, l’objet du présent marché ne permet pas l’identification de prestations distinctes, il ne peut donc pas être passé en lots séparés, conformément à l’article L2113-10 du Code de la commande publique.

Conformément à l’article R2113-2 du Code de la commande publique, l’acheteur doit motiver son choix de ne pas allotir un marché. Ainsi, la motivation du non-allotissement réside dans le fait que la création de la maquette et la réalisation des numéros sont étroitement liées et nécessitent une cohérence graphique et éditoriale continue.

**2.6 – Forme du marché public**

Conformément aux articles R2162-2, R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique, le présent marché est un **accord-cadre mono-attributaire** fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au **moyen de bons de commande**.

L’ensemble des prestations est décrit dans le CCTP.

**ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC**

Les pièces constitutives du marché public sont indiquées à l’article 5 du CCAP.

**ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE PUBLIC ET DELAIS D'EXECUTION**

**4.1 - Durée de l’accord-cadre**

Le marché public est conclu pour une période de 4 ans ferme à compter de la date de notification du marché public.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-PI, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, la date de notification intervient à l'issue de ce délai.

**4.2 - Délais d’exécution**

**À compter de la réception, par le Titulaire, de l’ensemble des articles, photographies et éléments nécessaires transmis par la Direction de la communication du CHU Rouen Normandie, celui-ci dispose d’un délai d’un mois pour procéder, d’une part, à la création et à la livraison de la nouvelle maquette graphique et, d’autre part, à la déclinaison complète de chaque numéro.**

Ce délai d’un mois inclus les échanges nécessaires entre le Titulaire et la Direction de la communication jusqu’à la remise des livrables.

Le Titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

Le non-respect de ce délai entraine l’application de pénalités de retard (cf. article 14.2 du CCAP).

**4.3 - Prolongation des délais**

**Seuls les retards imputables au CHU Rouen Normandie peuvent justifier la prolongation des délais mentionnés ci-dessus**.

Ainsi, le Titulaire pouvant être tributaire pour l'exécution de ses prestations, de démarches ou fournitures de documents du ressort du CHU Rouen Normandie, il lui appartient de signaler par courrier recommandé ou courriel tout retard de la part de cette dernière de nature à le contraindre à ne pas respecter les délais, conformément à l’article 13.3 du CCAG-PI.

**Le délai de la prestation concernée se trouverait alors prolongé du nombre de jours calendaires séparant l'envoi de ce courrier et l'envoi par le CHU Rouen Normandie des éléments requis ou de l'exécution des démarches requises**.

En cas d’empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le représentant du CHU Rouen Normandie afin de déterminer une solution commune pour la livraison des produits ou l’exécution des prestations commandées dans les conditions de l’article 13.3 du CCAG-PI.

**ARTICLE 5 - MONTANT DU MARCHE PUBLIC**

En application de l’article R2162-4 1° du Code de la commande publique, le marché public est conclu sans minimum mais avec un **maximum de 120 000 € HT pour toute sa durée de validité**.

Chaque lot est conclu à **prix unitaires** tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU).

Ces prix sont révisables dans les conditions prévues au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

L’offre présentée au titre du présent marché public contient des fournitures en provenance de :

**(Case à cocher par le soumissionnaire)**

⬜ Pays de l'Union européenne, France comprise ;

⬜ Pays signataire de l'accord OMC relatif aux marchés Publics (Union Européenne exclue) ;

⬜ Autre.

**ARTICLE 6 - PERSONNE NOMMEMENT PAR LE TITULAIRE**

**(Rubrique à compléter par le soumissionnaire seul)**

Le titulaire engage la personne physique désignée ci-dessous comme opérateur dédié chargé de conduire la mission du présent marché public :

Nom du responsable (opérateur dédié) :

Coordonnées :

**ARTICLE 7 - PAIEMENT**

Le CHU Rouen Normandie se libérera des sommes dues au titre du présent marché public en faisant porter le montant au(x) crédit(s) du(es) bénéficiaire(s) ci-après.

En cas de changement de coordonnées bancaires, le nouveau relevé d’identité bancaire sera transmis par le titulaire.

**7.1 - Titulaire seul**

**(Rubrique à compléter par le soumissionnaire seul)**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Compte ouvert au nom de |  | |
| Sous le numéro |  | Clé RIB |
| Banque |  | |
| Code Banque |  | Code Guichet |
| IBAN |  | |

**7.2 - Groupement conjoint**

**(Rubrique à compléter par le soumissionnaire seul ou le mandataire du groupement)**

*Premier co-traitant en charge des prestations …………………………………..et mandataire*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Désignation du titulaire : | | | |
| Compte à créditer : | | | |
| Etablissement : | | | |
| Code Etablissement : | Code Guichet : | Numéro de compte : | Clé RIB/RIP : |
|  |  |  |  |
| Code IBAN : |  | | |

*Deuxième co-traitant en charge des prestations ………………………………………………….*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Désignation du titulaire : | | | |
| Compte à créditer : | | | |
| Etablissement : | | | |
| Code Etablissement : | Code Guichet : | Numéro de compte : | Clé RIB/RIP : |
|  |  |  |  |
| Code IBAN : |  | | |

**7.3 - Groupement solidaire**

**(Rubrique à compléter par le soumissionnaire seul ou le mandataire du groupement)**

***Soit*** Les membres du groupement optent pour l’ouverture d’un compte unique ouvert au nom du groupement sur lequel seront effectués les paiements.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Désignation du titulaire : groupement …. et …… | | | |
| Compte à créditer : | | | |
| Etablissement : | | | |
| Code Etablissement : | Code Guichet : | Numéro de compte : | Clé RIB/RIP : |
|  |  |  |  |
| Code IBAN : |  | | |

***Soit*** Les membres du groupement peuvent opter pour une répartition des paiements en % ; les montants sont ensuite versés à leur compte respectif :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Désignation du titulaire : Prestations et mandataire | | | |
| Compte à créditer : | | | |
| Etablissement : | | | |
| Code Etablissement : | Code Guichet : | Numéro de compte : | Clé RIB/RIP : |
|  |  |  |  |
| Code IBAN : |  | | |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Désignation du titulaire : Prestations | | | |
| Compte à créditer : | | | |
| Etablissement : | | | |
| Code Etablissement : | Code Guichet : | Numéro de compte : | Clé RIB/RIP : |
|  |  |  |  |
| Code IBAN : |  | | |

**ARTICLE 8 - AVANCE**

⬜ Je refuse de percevoir l'avance.

⬜ Je ne refuse pas de percevoir l'avance.

**(Case à cocher par le soumissionnaire)**

Celle-ci est versée si les conditions fixées au CCAP sont remplies.

**ARTICLE 9 - SIGNATURE DU MARCHE PUBLIC PAR LE TITULAIRE**

**(Rubrique à compléter par le soumissionnaire seul ou le mandataire du groupement)**

À ………………………………………………………..

Le ………………………………………………………

La personne ayant pouvoir pour engager le titulaire

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………..

**ARTICLE 10 - SIGNATURE DU MARCHE PUBLIC PAR LE CHU ROUEN NORMANDIE**

**Partie réservée au pouvoir adjudicateur**

Est acceptée la présente proposition par le CHU Rouen Normandie, pour valoir acte d'engagement du marché public ayant pour objet la **refonte complète du magazine interne du CHU de Rouen, incluant la création d’une nouvelle maquette graphique, la réalisation graphique de chaque numéro et l’accompagnement éditorial**.

La présente offre est acceptée en euros, unité monétaire d'exécution du marché public et de tous les actes qui en découlent.

Le présent acte d'engagement comporte l’annexe ci-après :

Annexe n°1 : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le catalogue du titulaire.

**Le CHU Rouen Normandie décide** :

PSEF : **création ponctuelle d'un élément graphique supplémentaire (infographie, pictogramme, visuel hors maquette initiale)**.

**De lever** la PSEF

**De ne pas** lever la PSEF

A Rouen,

Le ………………………………………………………

Pour le pouvoir adjudicateur

La Directrice Générale ou son représentant